

Grand débat national

Volet 4 Démocratie et citoyenneté

Le 2 Mars Luc sur Aude

A l'issue des échanges préliminaires nous constatons des thèmes majeurs pour chacun desquels des propositions sont formulés

La commune cellule de base de la démocratie

Les 36.000 communes de France constituent un héritage de notre histoire et le maillage de la démocratie locale : c'est là où l'on apprend à faire des choix, à assumer l'intérêt général, même lorsque celui-ci s'oppose aux intérêts particuliers. Hors, la commune est l'objet d'attaques qui tendent toutes à diminuer son rôle et son importance. La loi Notre qui l'a privée de son espace en confiant la gestion de l'espace au PLUI et de la gestion de l'eau et de l'assainissement aux des communautés de communes est emblématique de cette volonté tenace de réduire les communes. Les communautés de communes, qui ne sont pas des collectivités et qui ne sont pas issues d'un vote direct des citoyens doivent proposer des compétences optionnelles ; les communes ont fait la preuve de l'intercommunalité de service depuis longtemps au travers des SIVOM et SIVU. Les participants rappellent leur attachement à ce que la commune reste un lieu dans lequel les citoyens puissent décider au travers des organes de proximité que sont les conseils municipaux, de la gestion de la vie quotidienne, grâce aux compétences de toujours de la commune.

Vote et élections

A ce propos un souhait commun émerge d'une plus juste représentativité des tendances politiques de la population française à l'issue des élections, quelles qu'elles soient. Cela signifie :

- Proportionnelle intégrale
- Suppression des circonscriptions
- Votes à deux tours : 1er tour pour élire des partis politiques et en saisir la proportionnalité ,2eme tour election par liste, nominatives, d'un nombre de députés selon la proportion en pourcentage de chaque partis élus au premier tour.
- Reconnaissance du vote blanc
- En cas de plus de 50% de vote blancs annulation du scrutin
- Réduire le nombre des élus et des scrutins en les regroupant.

- Ne pas permettre le cumul de mandat

Implication et participation citoyenne à la vie politique

- Mise en place de RIC sans influences parlementaires.
- Référendum sur certains sujet seulement, avec une véritable information en amont : neutre, accessible voir pédagogique. Sur les sujets touchant les fonctions régaliennes de l'Etat, ainsi que sur les sujets d'éthiques, une majorité de 60% des exprimés pourrait être exigée, pour montrer qu'il existe un vrai consensus sur le sujet soumis au référendum.
- Mise en place de consultations réelles.
- Tirage au sort ou désignation de citoyens pouvant siéger aux débats de l'assemblée Nationale.
- Information clarifiée, accessible, complète sur le fonctionnement politique et l'organisation à l'échelle Européenne et Française

Vigilance et protection de la démocratie

Il est demandé de :

S'assurer de l'indépendance des médias : ne pas autoriser qu'ils continuent d'être à la solde de structures économiques non neutres afin d'avoir accès à une information réelle, non soumise à des intérêts commerciaux.

Que les lobbies cessent d'avoir une influence sur les domaines qui touchent à la démocratie et à l'intérêt général.

Que les élus gardent à l'esprit l'intérêt général. Qu'en cas de manquement à ces règles les sanctions soient immédiates.

Que les délits d'autres ordres soient sanctionnés immédiatement et que la justice qui s'applique pour les citoyens soit la même qui s'applique aux membres du gouvernement.

Que la justice soit indépendante de l'état pour une plus grande neutralité et efficacité.

Que les élus condamnés pour délits ne soient pas rééligibles, à vie.

Que les incivilités, qu'elles soient le fait d'élus ou de citoyens lambda, soient sanctionnées avec rigueur.

En amont, que tout élu, que les membres du gouvernement, que les institutions montrent l'exemple de la probité et retrouvent leur crédibilité.

Que des dossiers, des demandes, dont la réponse ne semble jamais aboutir soient réglés séances tenantes, que le manquement aux règles qui sont déjà édictées à ce sujet soient appliquées et que ceux qui dérogent à cette règle soient sanctionnés.

Telle que l'égalité des salaires entre hommes et femmes pour ne citer que cela.

Vigilance, protection, réponses immédiates et efficaces par la justice aux situations d'abus sexuels et de pression dont les femmes font l'objet, plus que les hommes, dans toutes les strates sociales et jusqu'à l'assemblée Nationale.

Mobilisation citoyenne : remobilisation par l'exemple et l'éducation

La mobilisation citoyenne, le désir de s'impliquer et le sentiment que ce soit utile de s'impliquer sont directement liés à la confiance que les citoyens ont dans ceux qui les gouvernent.

Actions éducatives, fédératives, initiatives citoyennes s'appuyant sur l'éducation scolaire, culturelles, médiatique sont essentielles et doivent se développer, mais ne seront efficaces et ne mobiliseront que si les Français ont confiance en leur gouvernement et les hommes et femmes qui conduisent le pays.